

20260722 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/72571/belgique--les-associations-craignent-une-crise-humanitaire-apres-la-suppression-de-1-000-places-daccueil>

Actualités



Des dizaines de tentes de demandeurs d'asiles en attente de place dans un centre d'hébergement, le long d'un canal à Bruxelles, le 2 mars 2023. Crédit : AFP

Belgique : les associations craignent une "crise humanitaire" après la suppression de 1 000 places d'accueil

Par [La rédaction](#)

La ministre belge de l'Asile et de la Migration, Anneleen Van Bossuyt, a annoncé vendredi la suppression de 700 places d'accueil dans le réseau d'hébergement d'urgence en Belgique. Cette décision a fait l'effet d'une bombe chez les acteurs associatifs, alors que la responsable politique avait déjà annoncé supprimer 300 lits en juin dernier. Les ONG de la capitale belge craignent une "crise humanitaire".

Les associations bruxelloises s'inquiètent. Fin juin, la ministre de l'Asile et de la Migration, Anneleen Van Bossuyt, avait déjà annoncé une première suppression de 300 places d'accueil dans le réseau d'hébergement d'urgence en Belgique. Cette fois-ci, vendredi 17 juillet, ce sont 700 places supplémentaires qui vont disparaître, a déclaré la responsable politique.

Elles avaient été ouvertes en 2022 par le précédent gouvernement dans le cadre du "Brussels deal", un financement fédéral de 2 000 places pour gérer la crise de l'accueil. C'est donc la moitié de ce dispositif destiné aux demandeurs d'asile qui ne trouvaient pas de place dans le réseau de Fedasil (l'agence chargée de l'accueil des demandeurs d'asile en Belgique) qui va disparaître progressivement entre le 1er août et le 1er septembre.

A lire aussi

[La Belgique veut adopter une loi autorisant la police à arrêter directement à leur domicile les personnes expulsables](#)

Selon la ministre, cette réduction est la suite logique de la baisse du nombre de demandeurs d'asile. "Grâce à la politique claire de ce gouvernement, ce nombre diminue depuis des mois. De ce fait, davantage de personnes peuvent être accueillies dans le réseau d'accueil régulier de Fedasil, et le nombre de personnes sur la liste de transfert diminue", a déclaré Anneleen Van Bossuyt.

[Selon les chiffres du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides](#), en 2025, 34 439 personnes ont introduit une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers (OE), un chiffre en baisse de 13% par rapport à 2024 et de 3% par rapport à 2023. Et actuellement, 1 300 personnes sont encore sur liste d'attente pour obtenir un logement. En 2024, elles étaient environ 3 000.

"Nous risquons de voir réapparaître des tentes et campements de fortune dans l'espace public"

Mais malgré ces chiffres en baisse, les acteurs de l'hébergement à Bruxelles ont tenu à rappeler que le dispositif actuel est saturé. Après l'annonce, ils se sont indignés, dénonçant une décision "brutale" et prise "sans concertation préalable avec les autorités bruxelloises ni avec les opérateurs de terrain". C'est notamment le cas du Samu social belge, qui estime que "sur près de 1 300 places disponibles dans nos centres d'accueil d'urgence, près de 40% sont directement financées dans le cadre du 'Brussels Deal'".



Des demandeurs d'asile à la rue en Belgique (archives). Crédit : InfoMigrants / Hafiz Miakhel

L'organisation craint qu'une telle suppression de lits dans des délais aussi courts ne fasse courir un "risque majeur de crise humanitaire". "Nos structures fonctionnent déjà à pleine capacité. Chaque jour, faute de places disponibles, des personnes sont contraintes de rester sans solution d'hébergement, malgré leur sollicitation auprès de nos services", déplore l'organisation dans un communiqué.

Rien que le 17 juillet, le Samu social a dû refuser l'accueil, faute de place, à 78 hommes isolés sur 132 demandes, six femmes isolées sur 42 demandes et 55 personnes en famille sur 83 demandes, détaille l'organisation.

A lire aussi

[En Belgique, un nouveau projet de loi veut accentuer la lutte contre la fraude au travail et favoriser les étrangers qualifiés](#)

"On ne finance pas 2 000 places pendant quatre ans pour les supprimer de moitié en 15 jours sans tenir compte de la réalité du terrain", s'indigne de son côté BelRefugees, une plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés. Elle estime que les 1 300 personnes en liste d'attente témoignent justement que le réseau "reste sous tension".

Les associations s'inquiètent surtout de voir des campements de migrants se reformer dans des quartiers de la capitale, étant donné qu'une telle réduction "ne peut être compensée par les dispositifs bruxellois existants". D'autant plus que, selon le dernier recensement de novembre 2024, 9 777 personnes étaient sans solution d'hébergement en région de Bruxelles-Capitale, soit une augmentation de 25% en deux ans.

"Nous risquons de nous retrouver face à une crise humanitaire en plein cœur de la capitale européenne, et de voir réapparaître des tentes et campements de fortune dans l'espace public", a prévenu Sarah de Liamchine, directrice générale du Samu social.